

Les Travailleurs veulent se battre tous ensemble

La Révolution gronde en Afrique du Nord

Les Dirigeants Staliniens se taisent

Aux mois d'août et de septembre une vague de mouvements revendicatifs a déferlé sur le pays. Au Maghreb, c'est désormais l'heure de l'insurrection.

Le P.C.F. inspirant les militants responsables de la C.G.T., le vendredi 16 septembre, faisait paraître un texte où on pouvait lire : « Qu'il convient de ne pas oublier que le degré de combativité de la classe ouvrière n'est pas uniforme mais varié suivant les industries et les régions. Une action d'ensemble de la classe ouvrière peut donc comporter des formes de lutte en rapport avec les possibilités de chaque région ou de chaque industrie. »

Au pied de la lettre, cette appréciation n'est pas fautive, le degré de combativité de la classe ouvrière est variable et il en sera toujours ainsi. Mais ce communiqué ne tient pas compte du degré de combativité extrêmement élevé des travailleurs de grandes entreprises, de régions entières. La grève à partir de Saint-Nazaire et de Nantes s'est étendue à tous les grands centres, pratiquement à toutes les professions. A cela il faut ajouter que des usines dont les travailleurs n'avaient pas l'habitude de faire grève sont entrées dans le mouvement. Les travailleurs d'avant-garde n'étaient absolument pas isolés de leurs camarades plus réticents qui précisément n'entrent en lutte que lorsque les grèves tendent à se généraliser. « L'Humanité » n'a pas informé ses lecteurs des actions des ouvriers de Nantes et de l'Ouest comme elle aurait dû le faire et comme nous le faisons dans ce journal. L'exemple eût été contagieux. D'ailleurs, les militants, à quelque organisation qu'ils appartiennent, ont dû faire face aux exigences des travailleurs qui réclamaient l'élargissement de la lutte, qui se prononçaient contre les grèves tournantes par ateliers, chaînes ou bout de chaîne. La C.G.T., sans parler de l'attitude des autres centrales, était dans le mouvement à contre courant. Raymond Guyot, le 30 août, à La Mutualité, résumait assez bien ce que les grévistes désiraient. Il faut tenir compte, disait-il, de l'avis des ouvriers. Comme ceux de la S.N.E.C.M.A. qui pensent que les conditions sont favorables pour obtenir une grande victoire. Cela voulait dire : le moment est venu de s'y mettre tous ensemble. Mais les consignes qui furent données allaient toutes dans le sens de la fragmentation des grèves. Le lecteur se reportera aux pages ouvrières, où un article traite en détail de ces questions.

Les rédacteurs de « L'Humanité » rédigent des articles sur la lutte des peuples d'Afrique du Nord. On parle de solidarité, d'actions nécessaires contre l'envoi du contingent et des rappelés de l'autre côté de la Méditerranée. Cependant, si la proposition faite au Comité Directeur du Parti Socialiste est juste et devait être faite, ni le Bureau politique, ni les Fédérations, ni les sections ne demandent aux militants de travailler « d'arrache pied » à la constitution de Comités de lutte comme il en existait en France en 1925 au moment de la guerre du Maroc. Il n'y a pas si longtemps encore, on entendait : à chaque cellule, son Comité de Paix, pour collecter les signatures, aujourd'hui les quelques Comités de lutte qui existent ne sont que le résultat de l'initiative de quelques militants. Aussi sont-ils peu nombreux. Le Bureau Politique, le Comité Central devraient mettre tous les militants sur cette tâche. Mais ils gardent le silence.

Ce qui est décisif à l'heure actuelle, ce sont les perspectives que les directions doivent donner. Il fut un temps où le Comité Central du P.C.F. assignait comme objectif la constitution d'un gouvernement d'union démocratique. Cette formulation, imprécise et opportuniste, avait cependant le mérite d'exister. Au moment où le gouvernement est assailli par les travailleurs et les masses nord-africaines, paralysé par les divergences de la bourgeoisie sur la politique afri-

caine, la direction du Parti Communiste Français reste silencieux sur la question capitale du gouvernement. Et cela à quelques mois des élections législatives. Il ne s'est toujours pas décidé à faire au Parti Socialiste des propositions de programme gouvernemental que la classe ouvrière accueillerait avec un enthousiasme qui mettrait en difficulté des dirigeants S.F.I.O.

Il est bien question dans « L'Humanité » du Front Unique sur tel ou tel point.

Si les propositions facilitent l'action en montrant qu'est unitaire, il ne faut pas subordonner l'action (manifestation, comité, journées de lutte) à la réponse de la direction du Parti Socialiste, surtout à l'heure actuelle.

En réalité, quand il ne s'agit pas d'appuyer directement les initiatives du gouvernement, la direction du P.C.F. paraît ne savoir plus quoi faire. Les silences de la direction ont leur répercussion dans toute l'organisation. La vente de « L'Humanité » et des brochures baisse, la fréquentation des cellules diminue toujours, les militants ne lisent plus, ne viennent plus à leurs réunions de cellule, parce que « c'est toujours la même chose » et que l'on ne répond pas à leurs préoccupations.

Depuis des mois, et surtout dans ces semaines de tension sociale, pas de réunion du Comité Central, pas d'articles ou de discours des dirigeants. « L'Humanité » est remplie par des Courtade et des Stil qui n'ont aucune autorité. Thorez fait démentir un faux sur l'Afrique du Nord composé par une officine réactionnaire. Mais les militants ne savent pas quelles sont ses positions. Duclos, également silencieux depuis des mois, s'appête à parler à la Mutualité... sur les revendications des vieux travailleurs.

Mais les dirigeants du P.C.F. n'ont rien à dire sur les grèves, sur l'Afrique du Nord. Ils n'ont rien à dire sur toute une série de questions importantes qui préoccupent les militants communistes (par exemple, les rapports avec la Ligue des Communistes Yougoslaves et la question de l'Internationale).

Pourquoi tous ces « grands » dirigeants se taisent-ils ? La direction infaillible est en réalité profondément désorientée. Ce sont les militants de base, les cadres qui devront prendre la parole pour imposer une discussion politique, pour élaborer une ligne politique, pour donner naissance à de nouveaux dirigeants, moins imbus de leurs personnes mais plus décidés à prendre leurs responsabilités.

Responsabilité Collective

Le soir du 22 août, le gouvernement général de l'Algérie a publié ce communiqué inoubliable :

« Il a été formellement établi que les hommes d'un certain nombre de mechtas avaient fourni la majeure partie des contingents qui, le 20 août, ont attaqué en masse les centres d'Oued Zenati et d'Ain Abide d'une part, et les centres de Condé-Smendou et d'El Arrouch d'autre part, et qu'ils étaient coupables des assassinats et atrocités commises dans ces centres.

- Il s'agit des mechtas suivantes :
- 1^o Mechta Mabrouk, Ben Hachemi, El Achal (Commune d'Oued Zenati) ;
 - 2^o Mechta Kermat du douar Khorfane (commune mixte de Jemmappes) ;
 - 3^o Mechta El Goula, El Mebel Bredia, Ras El Ma, du Douar Habela (Commune mixte de Jemmappes).

« Foyers de rébellion, les mechtas précitées ont fourni refuge aux hors la loi de la région qui, au cours des combats du 20 août avaient pu échapper à la poursuite des troupes.

« Au cours des opérations qui ont eu lieu ce matin lundi, à 5 heures, les troupes engagées à la poursuite des rebelles ont procédé à l'évacuation des femmes et des enfants de ces mechtas, lesquelles ont été ensuite totalement détruites ».

On a su depuis, que dans un de ces villages, au moins, les troupes « ont omis » d'évacuer les femmes et les enfants au préalable. Des hommes, on n'en parle pas dans le communiqué : leur sort ne souffre pas de discussion.

L'intelligent J. Soustelle se maintient au niveau du Maréchal Bugeaud !



LES COMMUNITES CHINOIS, EUX, NE PARLENT PAS D'UNION FRANÇAISE !

« Il est impossible de supprimer la lutte des peuples algérien et marocain pour leur indépendance... L'ensemble de l'humanité est à leurs côtés ; tous ceux qui désirent la liberté et l'indépendance sont derrière eux. Les colonialistes sont voués à la défaite. La victoire des Algériens et des Marocains est assurée. »

« Journal du Peuple », de Pékin, 27 août.

BELGIQUE

La Fédération J.G.S. de Liège s'est réunie à La Populaire, en vue de préparer sa participation au Congrès national statutaire des 24 et 25 septembre.

Avant de se quitter, le Congrès vote unanimement l'adresse suivante :

La Fédération Liégeoise des Jeunes Gardes Socialistes, réunie en Congrès le 18 septembre 1955, décide la présentation d'une adresse au prochain Congrès national par laquelle :

— Elle réclame une action nationale pour le retour aux douze mois de service militaire, éventuellement par étapes, et la suppression des rappels.

— Elle réaffirme la position de soutien inconditionnel à la lutte des peuples coloniaux pour leur indépendance.

— Elle se déclare solidaire de la lutte des peuples nord-africains pour leur libération.

ITALIE

Après le résultat désastreux pour la C.G.I.L. (la C.G.T. italienne) des élections des comités d'entreprise chez Fiat, un autre événement notable pour le mouvement ouvrier en Italie a été la conclusion de la courageuse grève des ouvriers de l'industrie du port de Gènes. Après 120 jours de lutte pendant lesquelles les ouvriers avaient démontré leur esprit combatif et avaient plusieurs fois demandé que la C.G.I.L. leur donne un appui valable les dirigeants syndicaux ont décrété la fin de la grève en se pliant en fait devant les positions patronales, à peine camouflées par la constitution d'un soi-disant comité paritaire (que la C.G.I.L. dut reconnaître comme un instrument des patrons). Les ouvriers avaient en fait engagé la lutte contre le principe de « choix libre » qui aurait laissé l'embauche des ouvriers à l'arbitraire des patrons, et ce principe a été par contre admis par les syndicats à la fin de la lutte.

Cette très longue grève, la plus longue de l'après guerre en Italie, aurait pu avoir un résultat tout à fait différent et pour cela constituer le commencement de la reprise pour le mouvement ouvrier italien après la défaite des élections des comités d'entreprise, si la C.G.I.L. n'avait pas trahi les promesses faites plusieurs fois de susciter autour des ouvriers des chantiers du port de Gènes la lutte solidaire des secteurs les plus importants de la classe ouvrière italienne.

Cette nouvelle défaite n'a fait qu'accroître le mécontentement critique qui se fait de plus en plus jour dans le Parti Communiste Italien et dont le courant centriste de gauche de « Action Communiste » est maintenant l'expression la plus consciente. Dans une des dernières « lettres » que cette tendance diffuse dans le Parti, elle a demandé la convocation d'un congrès national précédé par une discussion démocratique.